

Le Conseil départemental de l'Éducation nationale s'est réuni dans une ambiance très tendue. À l'extérieur, des maires ont manifesté devant la préfecture à Guéret pour exprimer leur opposition à l'application des rythmes scolaires. Ils ont eu une entrevue improvisée avec le préfet alors que le CDEN a duré très longtemps.

Éducation



Nouvelle action des maires opposés à l'application des rythmes scolaires. Ils ont manifesté devant la préfecture.

● LE CHIFFRE

50

Une cinquantaine de maires et conseillers municipaux a manifesté devant la préfecture.

● QUELQUES REPERES

LES ACTIONS DES MAIRES OPPOSÉS À LA RÉFORME

Réunis à Ahuni, mercredi soir, les maires «frondeurs» ont décidé de proposer à leur conseil municipal du vendredi 20 juin, de ne pas procéder au vote des délégués pour les Sénatoriales et au lieu du PV de l'élection envoyer un message au préfet disant que leur «commune n'a pas procédé au vote des délégués en raison de l'absence d'écoute et de dialogue des parlementaires à notre endroit». Ils ont aussi décidé de voter la motion de l'Association des maires de France contre la baisse des dotations de l'État et les transferts de charge en y ajoutant leur position sur les rythmes scolaires.

Enfin, ils comptent répondre au courrier de l'Inspection d'Académie pour refuser les horaires qu'elle propose.

À noter que la commune de Magnat-l'Étrange a déjà décidé qu'elle ne désignerait pas de délégués pour les Sénatoriales.

Un CDEN sous haute tension

Par Delphine Cordaz

Le conseil départemental de l'Éducation nationale a commencé par un bras de fer hier entre élus opposés à la réforme des rythmes scolaires et le préfet.

Les élus ont parlé pendant une vingtaine de minutes pour obtenir une audience impromptue auprès du préfet de la Creuse. S'ils n'avaient pu voir que les grilles du Rectorat à Limoges, cette fois, ils ont pu exposer leur opposition à cette réforme. «On va nous enten-

dre. Enfin ! Ça fait plusieurs mois, années qu'on demande un espace de dialogue. Nous n'avons jamais eu cet espace de dialogue. Il nous le faut», lançait Alain Favière dans le mégaphone. Derrière la porte du bureau préfectoral, les écharpes tricolores ont obtenu un nouveau rendez-vous mardi pour exposer plus longuement leurs arguments. «On a échangé sur nos difficultés financières, d'intervenants, de locaux, d'horaires et de transports scolaires. En l'état, on ne peut pas appliquer cette réforme des rythmes scolaires. Si le préfet nous parle de souplesse, on verras. Michel Sudron, maire de La Saunière, était du même avis : «nous demandons une dérogation. Une réforme comme celle-ci, ça ne se

décrite pas comme ça. Il faut une période d'expérimentation. Au fil du temps, ceux qui ont démarré la réforme remercient les frondeurs car on a obtenu des modifications et plus d'argent. On demande du temps. Si tout le monde y met du sien, on peut trouver un consensus».

INSTIT' ET PARENTS D'ÉLÈVES MOBILISÉS

En plus de la cinquantaine d'élus municipaux, autant d'instituteurs et de parents d'élèves avaient fait le déplacement pour manifester devant la préfecture hier. Viviane, d'Anzême, mère de deux petites filles, constate que «les enfants sont déjà assez fatigués comme ça. Alors, avec un jour en plus, ils res-

sentiront encore plus de fatigue. Et je ne suis pas sûre que cela leur permettra de mieux apprendre».

«En l'état, on ne peut pas appliquer cette réforme des rythmes scolaires»

ALAIN FAVIÈRE, MAIRE D'ANZÈME

Fanny avait enfilé la chasuble du SNUipp 23. «Je suis remplaçante et on ne sait jamais si on va être appelée pour travailler le mercredi ou pas. Ça m'a posé pas de soucis de travailler le mercredi

mais je ne suis pas sûre que si je fais plusieurs heures, on me les rembourse. Il faut clarifier la situation pour les remplaçants. Je travaille en doublon avec une autre remplaçante qui a des enfants et pour elle, ce n'est pas pratique du tout. On est dans une situation d'entre-deux qui est très inconfortable».

LE MARATHON DU CDEN

Après l'expression des élus, le CDEN a pu se tenir. Mais il a duré, duré... Après le boycott du SNUipp-FSU lors du Comité technique spécial départemental lundi (car les représentants du personnel n'avaient pas obtenu tous les documents de travail), on sent que l'ambiance est électrique !